



Le 28 juin 2012, avenue de la Grande Armée (Paris)

A l'occasion de la réunion du Comité de Groupe Européen

Salariés PSA, salariés sous-traitants Ensemble pour l'emploi

Halte à la casse !

- ➔ **Commandé par la famille Peugeot et dévoilé par la CGT il y a un an, le plan de M. Varin, PDG de PSA est une machine de guerre contre les salariés et l'emploi :**
 - Il prévoit la fermeture de l'usine d'Aulnay, en 2014 et menace celle de Madrid.
 - Il réduit la production à SevelNord et soumet les salariés à un chantage scandaleux : « *Le futur véhicule utilitaire KO ne sera attribué à l'usine que si les salariés acceptent de renoncer à une partie des jours RTT, et se soumettent à une flexibilité aggravée avec un gel des salaires* ».
 - A Sochaux, Belchamp, Velizy, La Garenne, le "plan de performance" s'est traduit par le renvoi de centaines de prestataires extérieurs (BEX).
 - Dans tous les sites PSA, le plan de départs GPEC, non remplacés, désorganise les services et alourdit les charges de travail.

- ➔ **L'alliance entre PSA et Général Motors aggrave cette situation :**
 - Des programmes d'études sont stoppés.
 - Le projet de boîte de vitesses DCT à Valenciennes est arrêté, sans doute enterré.
 - La fabrication du véhicule X8 (remplaçante de C5) à Rennes est gelée, sans doute transférée à GM.
 - Les deux groupes décident de se répartir les études et les productions, non pas dans une perspectives de développement de l'emploi, mais avec une logique de "chasse aux doublons", au détriment des salariés de PSA et d'OPEL.

- ➔ **Les politiques d'austérité menées dans toute l'Europe plombent le pouvoir d'achat des familles et les ventes de voitures.**
 - Certains sites se retrouvent avec du chômage partiel à répétition. Des productions sont revues à la baisse, des équipes sont supprimées, avec, à chaque fois, le renvoi de centaines d'intérimaires.
Les uns sont privés de boulot alors que les autres croulent sous les charges de travail !

- ➔ **Les sous-traitants ne sont pas épargnés par la mise en concurrence entre fournisseurs et la délocalisation des productions.**
 - De Manzoni-Bouchot à Honeywell, en passant par TRW, Trevest, Visteon, etc..., combien de salariés sont menacés de la fermeture de leur entreprise ?
 - Et qui restera fournisseur de l'alliance PSA / GM ?

On peut faire autrement !

- 👍 Augmenter les salaires en France et en Europe pour vivre mieux et relancer l'activité économique.
- 👍 Répartir les productions pour garantir le maintien de tous les sites.
- 👍 Baisser les cadences pour travailler mieux et ne plus laisser sa santé au boulot.
- 👍 Permettre une préretraite-pénibilité pour les anciens, compensée par l'embauche des précaires en CDI.
- 👍 Etablir des relations durables entre donneurs d'ordre et sous-traitants.
- 👍 Mettre fin aux délocalisations et au dumping social.

La bataille est engagée

- ➡ Depuis des mois, des salariés de PSA et des sous-traitants refusent de se résigner. Ils luttent avec courage et détermination pour préserver les emplois industriels dans nos régions.
- ➡ Par leurs actions, les ouvriers d'Aulnay ont donné une dimension nationale à leur combat.
- ➡ Les salariés de Goodyear viennent de remporter un succès éclatant, en mettant en échec la fermeture programmée de leur usine.
- ➡ Il faut que le « redressement productif » ne soit pas seulement un argument électoral ou un titre ministériel, mais se traduise dans les faits !

Tous, ensemble !

A l'occasion de la réunion du Comité d'Entreprise Européen, les syndicats du site d'Aulnay (CGT, CFDT, CFTC, SIA, SUD) appellent à un

**Rassemblement le 28 juin à partir de 10 H
devant le siège de PSA, 75 avenue de la Grande Armée, à Paris**

Soyons nombreux :

- ✓ **En solidarité avec les salariés des sites menacés,**
- ✓ **Et pour exiger de PSA le maintien des emplois, l'attribution de nouveaux véhicules à Aulnay, Rennes, SevelNord et Madrid, l'attribution de nouvelles productions garanties aux sous-traitants menacés.**

Des bus viendront d'Aulnay, de Sochaux, de Mulhouse, de Rennes, de Normandie, etc... avec des salariés de PSA et des sous-traitants.

Inscrivez-vous auprès de vos délégués CGT.